Majorité

Pour Saint-Nazaire

Commémoration pour l'abolition de l'esclavage

2021 est une année importante pour notre devoir de mémoire concernant l'abolition de l'esclavage car elle marque les 20 ans de la loi Taubira.

L'histoire de l'esclavage est avant tout une histoire d'humanité. Connaître cette histoire, c'est nous connaître nous-même et la reconnaître c'est œuvrer pour mieux faire société ensemble.

Il y a plusieurs siècles, des femmes, des hommes et des enfants ont été soumis, torturés, exploités à des fins d'enrichissements de quelques-uns. Des femmes, des hommes et des enfants dont la seule distinction était la couleur de leur peau ou leur place dans la société. Elles et ils se sont battu·es, soutenu·es par d'autres humanistes qui voulaient une société dans laquelle chacun·e aurait un droit à vivre dignement sans distinction sociale ou raciale. A l'aune de la déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen, elles et ils prônaient alors leur liberté et leur égalité de droits dès leurs naissances.

C'est la loi dite Taubira, il y a 20 ans seulement, qui qualifiera la traite et l'esclavage de crimes contre l'humanité. Preuve en est que le processus est long pour digérer son histoire et pour en tirer les bénéfices qui serviront à se reconstruire et à faire du respect d'autrui et de la lutte contre les inégalités, un principe ancré dans nos relations aux autres.

Apprendre la tolérance, la justice et l'égalité est indispensable dès le plus jeune âge, à l'école mais pas seulement. Nourrir et appliquer ces préceptes sont aussi le combat de toute une vie. Nous devons user de nos responsabilités pour que l'esclavage n'est plus droit de cité dans aucun pays, quel que soit sa forme. Il doit être empêché et combattu de toutes nos forces et surtout ne jamais être banalisé.

L'histoire est faite de grands événements. Elle doit s'apprécier et se laisser critiquer à la hauteur des enjeux qui font que femmes et hommes s'indignent et résistent puis poursuivent leur vie, forts de leurs apprentissages. Notre histoire se construit aussi à partir de notre devise : liberté, égalité, fraternité. Ces valeurs républicaines sont le meilleur rempart contre l'esclavage. Elles sont le socle qui nous garantit de vivre ensemble dans un climat apaisé et constructif.

Santé : soutien aux professionnel·les de santé en première ligne

Depuis mars 2020, la crise sanitaire met à rude épreuve la capacité de résilience des habitant·es : des enfants scolarisés, des jeunes étudiant·es, des travailleurs et des travailleuses, des personnes en situation de précarité, vieillissantes, en situation de handicap…

Pour faire face, les agent·es des services publics sont à pied d'œuvre et notamment les professionnel·les de santé durement éprouvé·es de la fonction publique hospitalière. David Samzun a interpellé le ministre de la Santé sur les impacts de cet épisode long pour les agent·es qui y travaillent, notamment celles et ceux qui sont en première ligne face à des citoyen·nes inquiet·es et malades.

L'enjeu majeur est bel et bien la santé de toutes et de tous. Et pour la garantir, il est indispensable que les professionnel·les de santé qui y œuvrent au quotidien soient reconnu·es comme un maillon indispensable. Elles et ils sont essentiel·les à la vie des personnes malades quel que soit le contexte. Il est essentiel désormais de faire preuve de réactivité pour traduire concrètement la stratégie nationale en matière de santé publique : formation initiale et continue, prévention, transversalité des parcours, renforcement de la qualité, de la sécurité et de la pertinence des soins…

La santé et le bien-être des professionnel·les de santé ont un impact direct sur la qualité du service rendu, et donc sur l'état de santé de la population. La reconnaissance et la valorisation de l'expertise des agent·es de la fonction publique hospitalière et, la prise en compte de leur droit à la santé, sont des enjeux vitaux de santé publique.

Culture

Depuis plusieurs mois, nous sommes mobilisé·es auprès des acteurs et actrices de la culture pour demander la réouverture des salles. La Ville de Saint-Nazaire s'est d'ailleurs portée candidate pour être une ville expérimentale en ce domaine, considérant que des protocoles d'ouvertures, encadrés par les autorités de santé, pouvaient être imaginés ville par ville, en fonction des situations sanitaires locales, pour favoriser la reprise progressive et maîtrisée des activités. Le Gouvernement a fait un autre choix en laissant l'ensemble des équipements fermés, quels que soient leur taille et leur nature (salles de spectacles, musées…), leur mode de fréquentation (debout, assis, fixe, en déambulation, grande jauge ou petits espaces…).

A Saint-Nazaire, les contacts sont restés étroits et réguliers entre les acteurs et actrices de la culture et la municipalité. Outre les soutiens financiers mobilisés, plusieurs entrevues ont été organisées avec les organisations syndicales, des artistes du spectacle vivant, des responsables de structures, des technicien·nes, des artistes plasticiens…afin d'échanger sur l'actualité et l'avenir de leurs projets.

Le gouvernement vient de permettre la réouverture des lieux de culturels et nous nous en réjouissons. Cette décision va permettre à toute une profession de retrouver des possibilités d'activité et au public de retrouver le plaisir des rencontres et des découvertes artistiques. Cette décision s'accompagne d'une prolongation partielle de « l'année blanche », qui a permis de préserver les situations sociales des personnels intermittents du spectacle. Cette prolongation n'est pas suffisante. Elle doit aussi s'accompagner d'un soutien à la relance car il faudra du temps avant que les projets, les résidences et les programmations reprennent toute leur vigueur et que les professionnel·les du spectacle puissent retrouver toutes les opportunités d'exercer leur métier. Bien sûr, les mesures annoncées ne répondent pas à toutes les revendications et notamment à celle demandant l'annulation de la réforme des droits au chômage. Cette réforme est inadaptée compte tenu des difficultés qu'elle va engendrer pour les plus précaires, en pleine crise, comme l'a rappelé une tribune récemment signée par diverses organisations syndicales et caritatives. Elle doit donc rester un sujet de mobilisation, elle doit devenir un objet de contre-propositions dans le cadre des futures échéances électorales nationales.

Saint-Nazaire a depuis longtemps fait le choix d'une politique culturelle forte, par son accompagnement de la vie associative, par son soutien à plusieurs équipements d'enseignement artistique (Ecole d'arts plastiques, Conservatoire musique et danse…), aux lieux de résidences et de diffusion (Le Théâtre Simone Veil, le VIP, la Maison des écrivains étrangers et traducteurs), aux grands événements qui rythment l'année (Les Escales, le Festival Bouge, le festival Zones Portuaires, Meeting…). Cette politique publique en faveur de la culture continuera d'être une priorité pour notre majorité.

Le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Passer de l'intention à l'action. C'est tout l'enjeu de l'élaboration du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE), actuellement en discussion entre l'Agglomération et l'Etat.

Après plus d'une année où la pandémie a mis notre économie et nos emplois à l'arrêt, il nous faut amplifier toutes les actions permettant de relancer l'activité. Le risque serait tout simplement que notre économie décroche ou que nous ne tirions pas les leçons des premiers jours de crise, qui ont révélé les faiblesses de notre tissu industriel et de notre chaine logistique.

Grâce à notre mobilisation collective, nous disposons d'une feuille de route novatrice au travers de Territoires d'Industrie, proposant entre autres de faire émerger un chantier naval mutualisé, un technocampus logistique ou encore un incubateur d'entreprises...

Alors que la conscience des défis de la transition écologique progresse, la sortie de crise doit être l'occasion d'accélérer les mutations de l'appareil productif en pariant sur l'innovation et sur les énergies renouvelables.

Premier port de la façade atlantique, nous sommes bien entendu concerné·es par ces enjeux nationaux. En réussissant le pari de l'éolien maritime, nous apportons la preuve qu'un territoire peut réussir sa mobilisation en faveur de la transition écologique. Mais il nous faut désormais démultiplier nos efforts : isolation, rénovation thermique des bâtiments publics, réseaux de chaleur, méthanisation, bus plus écologiques, panneaux photovoltaïques, filière hydrogène, etc. Les projets sont nombreux et doivent être soutenus par l'Etat.

Territoire aux trois rives, entre Brière, Loire et Océan, nous nous mobilisons aussi pour la préservation de la biodiversité. Là encore, ces enjeux seront présents dans le contrat que nous passerons avec l'Etat, afin d'obtenir des moyens supplémentaires pour protéger la nature le long de nos cours d'eau ou dans nos espaces boisés. L'extension des zones réservées à l'agriculture sera aussi prise en compte, pour renforcer notre exemplarité (PEAN).

Bien entendu, nous avons aussi demandé à l'Etat que les questions de vie quotidienne figurent dans ce contrat : accès aux soins médicaux, création ou rénovation d'installations sportives, culturelles ou scolaires, implantation ou relocalisation d'établissements d'enseignement supérieur, dynamisation de nos centres-villes à Saint-Nazaire comme sur les autres communes de l'Agglomération.

Les enjeux sont nombreux et conformes à ce que nous vous avions présenté lors des élections municipales. Progressivement, nous sommes déterminé·es à obtenir les moyens pour mettre en œuvre le projet que vous avez validé.

Centre de vaccination

Depuis le 12 avril dernier, les médecins, les infirmier·es, les médiateur·trice·s, les agent·es de sécurité, les secouristes et tous les agent·es de la collectivité travaillant au centre de vaccination de Saint-Nazaire œuvrent au quotidien pour nous accueillir dans les meilleures conditions possibles. Nous sommes conscients de leur engagement et nous tenions à les remercier pour leur implication et leur bienveillance ; par ces actes, ils participent à l'effort collectif de lutte contre la covid-19. En juin, le rythme de la vaccination s'accélère encore grâce à la livraison de nouvelles doses.

Les 39 élu·es du groupe « Pour Saint-Nazaire »

Opposition

Ensemble, solidaires et écologistes

Le calendrier politique largement remodelé ces dernières années, la crise sociale et sociétale tendent à effacer les échéances démocratiques à venir .

Il y a un an tout juste, les élections municipales ont révélé, au-delà de la crise sanitaire, un désintérêt profond pour des élections qui, par leur proximité, engrangeaient jusqu'ici des taux de participations de plus de 65%.

Une chute de plus de 20%, quel que soit le contexte, doit interroger la société et devrait ouvrir un débat et une analyse pour enrayer le risque d'érosion de la démocratie.

Ce débat n'a pas lieu, ni à Saint-Nazaire, ni ailleurs. Pourtant la légitimité des décisions politiques ne tient que par l'appropriation par les électeurs des orientations et volontés exprimées par les candidat·e·s et portées par leurs partis politiques.

Ce renoncement au vote touche désormais toutes les élections (professionnelles, dans les établissements scolaires, etc.). Il nous faut agir collectivement pour que la politique soit rendue aux citoyen·ne·s, et pas seulement sous couvert d'une démocratie participative parcellaire.

À un an des élections présidentielles il nous faut revenir sur le pouvoir que confère le droit de vote aux citoyen·ne·s de peser sur leurs choix et décider d'agir sur l'environnement, la famille, l'emploi, le logement et tout ce qui fait une société plus juste, plus solidaire.

Aujourd'hui l'isolement se renforce et renforce avec lui la défiance du pouvoir et des institutions, laissant le champ libre à une classe politique dirigeante de plus en plus éloignée du peuple.

Les débats focalisés sur les séparatismes, le tout sécuritaire divisent les citoyen·ne·s, les tenant à distance des lieux de démocratie et de pouvoir.

La responsabilité des élu·e·s politiques est grande et doit conduire chacun·e à garantir la démocratie dans les actes et non dans les paroles.

Nous voulons par cette tribune rappeler à chacun·e la nécessité de s'approprier l'outil qu'est le vote démocratique et combien nous lui devons en temps de paix.

Il nous faut garder à l'esprit sa fragilité lorsqu'il n'est pas utilisé avec force et conviction.

Il nous permet d'exiger des élu·e·s le respect de leurs engagements, le respect des choix souverains du peuple.

Nous sommes résolument de gauche et écologistes et portons ce souhait que chacun·e puisse user de ce pouvoir pour faire reculer le libéralisme, la droite et l'extrême-droite qui surfent sur les crises pour mieux servir les intérêts d'un système inégalitaire et nuisible à la démocratie et la république.

Gwenolé PERONNO, Gaëlle BÉNIZE THUAL, Cédric TURCAS, Hanane REBIHA, Philippe CAILLAUD, Capucine HAURAY, Olivier BLÉCON, Sarah TRICHET-ALLAIRE, François BILLET, Magali FENECH